



**MINISTÈRE DE
L'ENVIRONNEMENT,
DÉVELOPPEMENT DURABLE
ET NOUVELLE ÉCONOMIE
DU CLIMAT**

**SECRÉTARIAT GÉNÉRAL A L'ENVIRONNEMENT,
DÉVELOPPEMENT DURABLE ET NOUVELLE ÉCONOMIE DU CLIMAT**

Unité de Coordination du Programme d'Investissement pour la Forêt « UC-PIF »

PROGRAMME D'INVESTISSEMENT POUR LA FORÊT ET LA RESTAURATION DES SAVANES « PIFORES »

TERMES DE RÉFÉRENCE POUR LE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT SPÉCIALISÉ DANS LES TECHNIQUES AMÉLIORÉES DE CARBONISATION DANS LES PROVINCES DU KASAI ORIENTAL ET DE LA LOMAMI

I. Contexte

Engagée depuis janvier 2009 dans le processus de préparation à la REDD+, la RDC a été sélectionnée en 2010 parmi les huit pays pilotes du Programme d'Investissement pour la Forêt (PIF), l'un des trois Programmes du Fonds Stratégique pour le Climat (FSC). Le Programme d'Investissement Forestier (PIF) de la RDC s'insère dans le processus national REDD+ en tant que première source de financement devant permettre à la RDC d'entrer dans une phase d'investissement pour engager un déploiement opérationnel et à grande échelle de la REDD+ et développer les premiers programmes des changements transformationnels à partir du premier trimestre 2015.

Dans ce cadre, le Gouvernement de la RDC avait reçu deux Dons pour couvrir les coûts de deux projets pilotes à savoir :

- (i) Projet Intégré REDD+ dans les bassins de Mbuji-Mayi/Kananga et de Kisangani « PIREDD/MBKIS » (21,5 millions USD) ;
- (ii) Projet de Gestion Améliorée des Paysages Forestiers « PGAPF » (36,9 millions USD), respectivement sur financement de la Banque africaine de développement (BAD) et de la Banque mondiale (BM) à travers le Programme d'Investissement pour la forêt (PIF).

La bonne réussite es différents modèles développés par le PIF de la RDC dans le cadre du PGAPF a milité en faveur des financements additionnels de la part de l'Initiative pour la Forêt d'Afrique Centrale (CAFI) à travers le Fonds National REDD (FONAREDD) avec la Banque mondiale comme Agence d'exécution du CAFI afin de couvrir aussi l'Ex-District du Maï-Ndombe (30 millions USD) et ainsi promouvoir la performance du Programme de Réduction d'Émissions (PRE) de la Province du Maï-Ndombe. Il s'agit du Projet Intégré REDD+ dans le Maï-Ndombe (PIREDD/MND). Comme pour le Projet Parent qu'est le PGAPF, ce financement additionnel développe une approche territoriale cohérente et coordonnée, en finançant les actions qui visent à éliminer et/ou atténuer les causes de la déforestation et de la dégradation

des forêts. Un second financement additionnel de 6,2 millions USD a été obtenu du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) afin d'étendre l'envergure des plans développés dans le cadre PIREDD/MND et de prendre en compte les questions spécifiques de biodiversité appuyées par une stratégie de micro-zonage définissant l'usage des ressources sur base de leurs valeurs pour une utilisation et gestion durable.

L'Unité de Coordination du Programme d'Investissement pour la Forêt (UC-PIF) est la structure dédiée au Secrétariat Général à l'Environnement, Développement Durable et Nouvelle Economie du Climat (MEDD-NEC) pour en assurer la Maîtrise d'Ouvrage.

Dans le cadre du Partenariat Pays 2022-2026 pour la RDC de la Banque mondiale, il a été retenu parmi les priorités, la préparation d'un nouveau programme de grande envergure afin de mettre à l'échelle, dans le bassin de l'Ouest (Kinshasa, Kongo Central, Kwilu), du Centre (Kasaï, Kasaï-Oriental, Kasaï Central, Lomami) de la RDC, les approches territoriales et les incitations développées dans le cadre de la mise en œuvre du PGAPF. **Il s'agit du « Programme d'Investissement pour la Forêt et la Restauration des Savanes (PIFORES en sigle).**

Le PIFORES est financé par les ressources de l'Association Internationale de Développement « IDA » à hauteur de 290 millions USD et du fonds fiduciaire Energy Sector Management Assistance Program « ESMAP » de la Banque pour le volet cuisson propre à hauteur de 10 millions USD. L'accord de financement a été signé par le Gouvernement de la RDC le 04 septembre 2023 et la mise en vigueur est intervenue le 01 mai 2024.

II. Objectif de développement et Composantes du PIFORES

Le PIFORES vise à améliorer la gestion des paysages forestiers et renforcer les moyens de subsistance des communautés dans les zones sélectionnées du projet. Il est structuré autour de cinq composantes ci-après :

- Composante 1** : Amélioration de l'aménagement du Territoire pour la gestion des ressources naturelles dans les zones ciblées ;
- Composante 2** : Développement de l'agroforesterie et des chaînes de valeur pour la gestion durable des paysages et l'amélioration des moyens de subsistance ;
- Composante 3** : Développement d'une chaîne de valeur durable pour l'énergie et la cuisson Efficace ;
- Composante 4** : Approches améliorées et innovantes pour la mesure, le rapportage et la vérification (MRV) et le financement climatique basé sur les résultats ;
- Composante 5** : Mise en œuvre et suivi - évaluation du projet.

III. Justification

La production de charbon de bois est une activité économique importante en RDC, en particulier dans les zones où les forêts et les établissements humains se croisent. Bien que l'objectif à long terme soit d'abandonner l'utilisation du charbon de bois comme source d'énergie, l'amélioration de sa production et de sa commercialisation peut jeter un pont vers une chaîne de valeur énergétique plus durable. La PIFORES prévoit le renforcement des capacités des bénéficiaires impliqués dans les chaînes de valeur de bois-énergie dans les différentes Provinces du projet sur les méthodes de carbonisation améliorée.

Ainsi, dans le cadre de la mise en œuvre des activités de la composante 3 (sous composante 3.1) du PIFORES, il est prévu le renforcement des capacités des bénéficiaires impliqués dans les chaînes de valeur de bois-énergie dans les différentes Provinces du projet sur les méthodes de carbonisation améliorée en vue d'améliorer la qualité et le rendement du charbon de bois.

Cette activité vise à répondre davantage à la forte demande de charbon de bois dans les zones urbaines des Provinces ciblées par le projet, qui contribue à la dégradation des écosystèmes forestiers naturels. À travers la sous-composante 3.1, le projet vise à impliquer au moins 40 000 membres de la communauté rurale dont 12 500 femmes et 8 750 jeunes dans la production de charbon de bois durable.

De manière spécifique, ces termes de références concernent le pool 3 regroupant les Provinces du Kasai Oriental et de la Lomami. Les présents termes de référence sont rédigés dans le but de procéder au recrutement d'un consultant en charge du pool 3 qui appuiera le projet dans le renforcement des capacités des bénéficiaires impliqués dans la production du charbon de bois durable.

IV. Objectifs de la mission assignée au Consultant

L'objectif général de la mission assignée au consultant est celui de renforcer les potentialités des bénéficiaires sur les techniques de carbonisation améliorée.

De manière spécifique, il sera question :

- De former 40 formateurs/maîtres charbonniers en raison de 20 par province, renforcés en capacités sur les techniques améliorées de carbonisation ;
- D'encadrer le processus de renforcement des capacités de 1000 charbonniers par chaque maître charbonnier ;
- D'impliquer au moins 40 000 membres de la communauté rurale, dont 12 500 femmes et 8 750 jeunes, dans la production de charbon de bois durable ;
- D'élaborer et de diffuser en langues locales les guides pratiques sur les méthodes améliorées de carbonisation ;
- D'analyser les chaînes de valeur du bois-énergie dans les zones ciblées du Kasai Oriental et de la Lomami ;
- D'appuyer la mise en œuvre des chaînes de valeur du bois-énergie dans les zones ciblées ;

- D'appuyer la structuration des charbonniers en coopératives ou autre regroupement d'intérêts économiques dans les zones ciblées ;
- De renforcer les capacités des charbonniers sur les pratiques de commercialisation dans les zones ciblées.

V. Méthodologie

Dans le cadre de sa mission, l'Assistant Technique devra :

- Réaliser un état des lieux des activités de carbonisation (acteurs, niveau de structuration, technique de carbonisation ; commercialisation, etc.) dans les différentes provinces du projet afin d'orienter la mission ;
- Procéder à la structuration des petits charbonniers en organisations paysannes (coopératives) spécialisées dans un segment de la chaîne de valeur bois-énergie et créera des synergies avec les opérateurs privés impliqués dans la carbonisation à grande échelle en fonction des opportunités économiques identifiées ;
- Procéder, avec les ALE, à l'identification et à la formation des maîtres charbonniers qui feront l'objet d'une formation sur les techniques améliorées ;
- Assister les maîtres charbonniers dans l'élaboration et la mise en œuvre des plans de transfert des compétences envers d'autres bénéficiaires ;
- Proposer les méthodes améliorées de carbonisation (type de four, la durée de cuisson, rendement, etc.) aux membres des CLD en fonction de la spécificité de chaque zone ;
- Assister l'UC-PIF dans la mise en œuvre des actions de communication prévues pour la sous-composante.

VI. Gestion Environnementale et Sociale

Puisque le processus de carbonisation fera intervenir une main-d'œuvre intense et emploiera plusieurs personnes à différentes étapes (de la production à la distribution), l'Assistant Technique doit déterminer la nature et les principales caractéristiques des activités prévues dans le cadre sa mission. Sur cette base, il définira une stratégie de gestion environnementale et sociale en référence avec les grandes lignes et étapes de la carbonisation. Cette stratégie doit se conformer aux modalités de procédures de gestion E&S suivantes :

- L'exploitation du bois, avec la définition précise de zones d'exploitation et de modes de récolte du bois à carboniser, doit se conformer aux exigences de la législation nationale et de la NES 6 ;
- La localisation des sites devra intégrer toutes les considérations E&S et les exigences des NES 1-10. Un screening E&S est recommandé pour tout site de carbonisation ;
- La carbonisation elle-même, avec notamment l'édiction de règles de sécurité pour prévenir toute propagation de feu et la gestion de la main-d'œuvre, doit intégrer les exigences de la NES 2 et NES 4, y compris des VBG. Des précautions doivent être prises pour éviter tout départ de feu à partir de la zone de carbonisation ;

- La sélection et l'implication des membres de la communauté rurale doivent trouver leur fondement dans l'analyse des parties prenantes. Le processus de sélection, d'implication et de mobilisation des parties prenantes doit intégrer les exigences de la NES 10 conformément au PMPP du projet. Les exigences de la NES 10 s'appliqueront tout au long du processus du choix des sites, des bénéficiaires, d'organisation des coopératives ;
- L'Assistant Technique doit intégrer les critères E&S dans les guides pratiques sur les méthodes de carbonisation améliorée.

VII. Durée de la mission

La durée de la mission assignée à l'Assistant Technique est de 3 ans.

VIII. Livrables

- Plan de travail budgétisé annuel (PTBA) ;
- Rapport d'analyse des chaînes de valeur du bois-énergie dans les zones ciblées du Kasai Oriental et de la Lomami ;
- Rapport sur la structuration des charbonniers en coopératives ou autre regroupement d'intérêts économiques dans les zones ciblées ;
- Rapport d'avancement des activités (trimestriel, semestriel, annuel) ;
- Rapport de suivi environnemental et social mensuel, trimestriel, annuel et de clôture ;
- Outils de collecte des données et la base de données cartographiques ;
- Plan de consolidation des acquis et pérennisation ;
- Projet de rapport final ;
- Rapport final.

IX. Indicateurs de performance et chronogramme

Les indicateurs de performance repris dans le tableau ci-après feront l'objet d'évaluation par rapport au chronogramme arrêté pour leur réalisation.

Indicateurs	Année 1				Année 2				Année 3			
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
Nombre des maîtres charbonniers formés	20		20									
Nombre des charbonniers formés		3000	4 000	6 000	6 000	7 500	7500	5500	2 000	2 000	2 000	2 000
Guides pratiques sur les méthodes de carbonisation améliorées produits (français et langue locale)	2											
Nombre de séances de diffusion des Guides organisées	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Rapport d'analyse sur les chaînes de valeur du bois-énergie réalisée		1										
Rapport sur la structuration des charbonniers dans les zones cibles			1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Nombre des coopératives fonctionnelles ou autre regroupement d'intérêts économiques des charbonniers					10	10		10		10	10	

X. Profil de l'Assistant Technique

L'Assistant Technique recherché doit répondre au profil ci-après :

- Être une organisation non gouvernementale (ONG) de renommée nationale ou internationale œuvrant dans les domaines de l'énergie, de l'environnement, la foresterie/agroforesterie, le développement durable ou un domaine similaire ;
- Avoir au moins 10 ans d'expérience générale pertinente dans le secteur de l'énergie ou de l'environnement (et en particulier du bois énergie) ou d'autres secteurs pertinents pour le programme ;
- Avoir au moins 5 ans d'expériences dans le domaine bois-énergie et bois de chauffe dont 3 ans en RDC ;
- Avoir une expérience avérée de 5 ans dans la conduite de la carbonisation traditionnelle améliorée ;
- Avoir une connaissance poussée des essences d'afforestation offrant une meilleure qualité de la braise ;

- Avoir l'expérience sur les types des modèles des meules pouvant donner des bons rendements lors de la carbonisation ;
- Avoir une connaissance du fonctionnement de la filière bois-énergie, ses atouts et ses goulots d'étranglements ;
- Avoir des qualités de pédagogie des adultes (andragogie) et une ferme volonté à s'inscrire dans une démarche d'appui-conseil devant favoriser le transfert de compétences ;
- Avoir une connaissance approfondie des aspects institutionnels et organisationnels de la filière bois énergie notamment les principaux acteurs (producteurs, transporteurs, grossistes, détaillants, administration centrale et entités décentralisées/déconcentrées, etc.) ;
- Avoir une connaissance approfondie des aspects stratégiques et/ou de planification (schémas directeurs d'approvisionnement de la filière bois énergie) ; méthodologies de collecte de données, enquête et analyse des flux, etc.
- Avoir une connaissance approfondie des aspects environnementaux et sociaux (gestion des ressources naturelles) : connaissance des plans d'aménagement forestiers et de l'aménagement participatif y compris les aspects législatifs ; sensibilité et connaissance de la dimension genre de la filière bois énergie ;
- Avoir une connaissance des aspects économiques et financiers : structure des prix, valorisation de la ressource, fiscalité, politiques de subvention des énergies alternatives (briquettes, etc.) ;
- Avoir une connaissance approfondie des aspects technologiques : foyers et meules améliorés, techniques de carbonisation, énergies de substitution, les équipements et technologies pour la valorisation des résidus agricoles (briquettes, etc.) ;
- Avoir au moins 3 ans d'expérience en gestion des projets et/ou programmes sur financements internationaux (Banque mondiale, Banque africaine de développement, FIDA, UE et autre). Toute expérience supplémentaire sera considérée comme un avantage et sera valorisée comme tel lors de l'évaluation.

L'équipe du consultant devra être constitué du personnel clé suivant :

Un Coordonnateur/Chef de projet avec les qualifications suivantes :

- Avoir au moins un diplôme universitaire (Bac+ 5) ou l'équivalent en Agronomie, Gestion des ressources naturelles, Économie Rurale, Sciences environnementales ou autres disciplines connexes ;
- Avoir au moins 10 années d'expérience générale dans le domaine de l'environnement, développement, économie et autre domaine pertinent ;
- Avoir au moins 7 années d'expérience dans la conduite et la supervision des équipes multidisciplinaires dans un contexte de pays en développement ;
- Avoir une expérience d'au moins 3 missions dans la conduite des activités de carbonisation en RDC ;

- Avoir une expérience avérée d'au moins 5 ans dans la gestion des projets financé par les bailleurs des fonds ;
- Avoir une expérience en milieu rural dans les Provinces touchées par le PIFORES ;
- Avoir une très bonne maîtrise de l'outil informatique courant (Word, Excel, Accès, SPSS, PowerPoint, Internet, Outlook), la connaissance de SIG est un atout supplémentaire.

Un Expert en Suivi-Évaluation et Apprentissage

- Avoir un diplôme universitaire (bac+5) ou équivalent en Économie, Statistique, Agronomie, démographie ou discipline similaire ;
- Avoir une expérience générale d'au moins 7 ans, dont au moins cinq (5) ans à un poste d'expert en suivi-évaluation dans un projet complexe sur financement des bailleurs de fonds, l'expérience avec un projet sur financement Banque africaine de développement et/ou Banque mondiale constitue un avantage ;
- Fournir des références attestant une bonne connaissance dans la mise en place d'un système de suivi-évaluation ;
- Fournir des références attestant une bonne connaissance dans l'utilisation des outils du suivi-évaluation ;
- Une bonne capacité de planification et analyse des documents techniques complexes ;
- Fournir des références attestant une très bonne maîtrise quant à l'élaboration des Plans de Travail et Budgets Annuel (PTBA) des projets de développement ;
- Avoir une très bonne maîtrise de l'outil informatique courant (Word, Excel, Access, SPSS, PowerPoint, internet, Outlook) ;
- Être en mesure de travailler sous-pression.

Un Expert Agroéconomiste

- Avoir un diplôme universitaire (Bac+5) en lien avec la fonction (agroéconomiste, ingénieur agronome, bio-ingénieur, ingénieur industriel en agriculture, économiste rural ou développement, gestion des ressources naturelles, politique agricole, etc.) ;
- Au moins 7 ans d'expérience pertinente dans le domaine de l'agroéconomie, avec maîtrise en microéconomie des systèmes cultureux et analyses économiques des revenus agricoles ;
- Avoir au minimum 5 ans d'expérience professionnelle dans un projet de développement rural ou un projet similaire ;
- Avoir participé à 3 missions de développement des chaînes de valeur du bois-énergie ;
- Avoir une expérience dans la structuration des communautés (mise en place des associations des charbonniers, etc.) ;
- Capacité à diffuser les nouvelles technologies en rapport les chaînes de valeurs ;
- Avoir une très bonne maîtrise de l'outil informatique courant (Word, Excel, Access, SPSS, PowerPoint, internet, Outlook) ;
- Être en mesure de travailler sous-pression.

Un Expert Agroforestier

- Avoir un diplôme universitaire (Bac+5) ou l'équivalent en foresterie/gestion des ressources naturelles, en agronomie, ou en économie forestière ;
- Avoir une expérience pertinente d'au moins 7 ans dans le secteur forestier avec un focus sur la sylviculture et l'aménagement forestier ;
- Avoir au minimum 5 ans d'expérience professionnelle dans un projet d'établissement des boisements agroforestiers communautaires et/ou privés ;
- Avoir une expérience avérée dans la gestion de la biodiversité ;
- Avoir une expérience dans la gestion des plantations après la carbonisation afin de favoriser la Régénération Naturelle Assistée ;
- Avoir une très bonne maîtrise de l'outil informatique courant (Word, Excel, Access, SPSS, PowerPoint, internet, Outlook) ;
- Avoir une bonne maîtrise du français ;
- Être en mesure de travailler sous-pression.

Expert en Carbonisation Traditionnelle Améliorée

- Avoir un diplôme universitaire (Bac+5) en Agronomie, Environnement ou équivalent en science sociale (Économie, sociologie, agroéconomie, anthropologie, ou autres disciplines connexes) ;
- Avoir au moins 10 ans d'expériences dans le domaine bois-énergie et bois de chauffe en Afrique ;
- Avoir une expérience dans le domaine de bois-énergie et bois de chauffe en RDC est un atout ;
- Avoir l'expérience sur les types des modèles des meules pouvant donner des bons rendements lors de la carbonisation ;
- Avoir une connaissance approfondie des espèces d'afforestations ayant un haut potentiel de rendement en carbonisation ;
- Avoir une très bonne maîtrise de l'outil informatique courant (Word, Excel, Access, SPSS, PowerPoint, internet, Outlook) ;
- Avoir une bonne maîtrise du français ;
- Être en mesure de travailler sous-pression.

Deux Techniciens en construction des meules

- Avoir un diplôme universitaire Bac+3 en sciences sociales, notamment en sociologie, agroéconomie, économie, environnement, anthropologie ou autres disciplines connexes ;
- Avoir une expérience d'au moins 5 ans dans le domaine du bois-énergie en RDC ;
- Être proactif et capable de monter les différentes dimensions des meules lors des formations ;
- Avoir une expérience significative d'au moins 3 ans dans la construction des meules est un atout ;
- Être apte à mettre en place des meilleures stratégies pour la participation effective des charbonniers lors des séances de construction des meules ou d'animations ;
- Avoir une connaissance recherchée sur la ressource bois-énergie ;
- Avoir une très bonne maîtrise de l'outil informatique courant (Word, Excel, Access, SPSS, PowerPoint, Internet, Outlook) ;
- Avoir une bonne maîtrise du français ;
- Être en mesure de travailler sous-pression.

Un Expert SIG et gestionnaire des bases de données

- Avoir un diplôme universitaire (Bac+5) en géomatique, géographie, géologie, agronomie ou environnement ;
- Avoir une expérience professionnelle d'au moins 5 ans dans le domaine de la cartographie numérique ;
- Avoir réalisé au moins trois missions dans le domaine de la cartographie appliquée à l'aménagement durable des Forêts ;
- Avoir une expérience avérée dans la conception et la gestion des bases de données ;
- Excellente maîtrise des principaux logiciels SIG ;
- Maîtrise des techniques de numérisation et de digitalisation ;
- Bonne connaissance des principes de sémiologie graphique ;
- Expérience confirmée dans le domaine de production des cartes ;
- Maîtrise de l'utilisation des données géospatiales disponibles en ligne ;
- Avoir une très bonne maîtrise de l'outil informatique courant (Word, Excel, Access, SPSS, PowerPoint, Internet, Outlook) ;
- Avoir une bonne maîtrise du français ;
- Être en mesure de travailler sous-pression.

Un Expert Socio environnemental

- Avoir un diplôme universitaire (BAC+5) en sciences de l'environnement, Gestion des ressources naturelles ou équivalent ;
- Minimum 5 années d'expérience professionnelle pertinente ;
- Expérience pluridisciplinaire dans les études environnementales et sociales ;
- Avoir participé à trois missions similaires ;
- Excellente connaissance des méthodologies en matière d'études environnementales et sociales dans le contexte des projets ;
- Bonne maîtrise du processus d'animation, d'accompagnement et de formation des communautés ;
- Bonne maîtrise dans le domaine d'Hygiène, Sécurité et Environnement ;

- Bonne maîtrise du processus d'identification et de mobilisation des parties prenantes ;
- Avoir une expérience pertinente de travail avec les communautés locales et les Peuples Autochtones ;
- Bonne connaissance des politiques opérationnelles/ Normes Environnementales et Sociales (NES) de la Banque mondiale ;
- Avoir une très bonne maîtrise de l'outil informatique courant (Word, Excel, Access, SPSS, PowerPoint, Internet, Outlook) ;
- Avoir une bonne maîtrise du français ;
- Être en mesure de travailler sous-pression.